

---

## Tadjikistan : structures d'un conflit

Olivier ROY

---

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/1707>

DOI : [10.4000/cemoti.1707](https://doi.org/10.4000/cemoti.1707)

ISSN : 1777-5396

**Éditeur**

AFEMOTI

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 janvier 1995

ISSN : 0764-9878

**Référence électronique**

Olivier ROY, « Tadjikistan : structures d'un conflit », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 19 | 1995, mis en ligne le 14 mai 2006, consulté le 08 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/1707> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cemoti.1707>

---

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

Tous droits réservés

---

# Tadjikistan : structures d'un conflit

Olivier ROY

---

- 1 Le Tadjikistan a connu en 1992 une guerre civile particulièrement violente dont l'historique et les protagonistes ont été présentés dans un numéro récent des CEMOTI<sup>1</sup>. Nous souhaitons ici apporter un éclairage plus structurel sur ce conflit et faire l'état des lieux. Les protagonistes du conflit se sont divisés en deux camps : les "islamo-démocrates", qui ont tenu le pouvoir dans la capitale de mai à novembre 1992, et les "conservateurs" (parfois appelés "néo-communistes"), qui ont repris la ville en décembre de la même année, pour constituer ensuite un gouvernement présidé par Imamali Rahmanov, ré-"élu" en novembre 1994. Derrière le clivage idéologique, on retrouve une constante de la vie politique tadjike : le localisme (*mahalgera'y*), c'est-à-dire le fait que la loyauté politique est supposée reposer sur l'appartenance à un groupe régional. Certes l'affiliation régionaliste est loin de tout expliquer, mais elle est imputée d'emblée à tout acteur politique même s'il la récuse. Par exemple, à la question "d'où êtes-vous?", quelqu'un qui répondrait "de Douchambé" (la capitale, lieu neutre car d'érection récente) se voit immédiatement adresser une seconde question "quel est votre lieu originel" (*jâ-yi asli*), c'est-à-dire le lieu d'origine de la famille. Donc même si le localisme n'est pas la motivation première de l'acteur politique, elle finit par fonctionner et par être explicative, même à son corps défendant.

## LOYAUTÉS RÉGIONALISTES ET AFFILIATIONS POLITIQUES

- 2 Si l'on cherche à analyser les deux camps en termes de régionalisme, on obtient la classification suivante :
- 3 1) La faction "islamo-démocrate" comprend :
- 4 - les Gharmi, population originaire du "Karategin", c'est-à-dire des hautes vallées du Vakhsh et du Kafirnehân, en amont de Douchambé, dont une partie a été ré-installée dans le sud-ouest (basse vallée de Vakhsh et de Kafirnehân). Les Gharmis sont des persanophones sunnites (définition usuelle des Tadjiks). Le parti politique dominant dans cette population, à partir de la fin des années 1980, est le Parti de la Renaissance Islamique (PRI), parti "islamiste" dont l'idéologie est proche des Frères Musulmans égyptiens ou du Jamiat islami afghan. Les Gharmis sont liés aux Darwazi, habitants du Darwaz qui sépare le Karategin de l'Afghanistan. Ces deux populations ont soutenu les

"Basmatchis", rebelles musulmans en lutte contre les Bolcheviques dans les années vingt. Les dirigeants politico-religieux du mouvement sont tous des Gharmis (le Qazi Tourajanzade, le mollah Nouri, Himmatzade, etc.);

- 5 - les "Pamiris", population habitant la province autonome du Gorno-Badakhshan, singularisés par leur adhésion à l'ismaélisme et la pratique de langues spécifiques, quoiqu'iraniennes. Les Pamiris ont une vieille tradition de laïcité et de faible religiosité. Ils ont été l'un des vecteurs de l'influence bolchévique dans les années vingt, avant d'être écartés au cours des purges des années trente et de retrouver une influence dans l'appareil de sécurité républicain dans les années 1980. Ils tenaient en grande partie le KGB et le ministère de l'Intérieur (Naujawanof jusqu'en octobre 1991). Peu nombreux, ils ont toujours été surreprésentés dans l'appareil d'Etat et ont fourni le Président et le ministre des Affaires étrangères lors de la coalition islamo-démocrate (Iskanderov et Khaleqnazarof);
- 6 - des intellectuels originaires de la région de Pendjikent (vallée du Zarafshan, dépendant administrativement de la province de Léninabad), qui sont démocrates et nationalistes (Atakhan Latifi, Dadajan Ataoullah). La population de cette vallée s'est gardée de s'engager dans la guerre civile.
- 7 On voit d'emblée l'hétérogénéité de l'alliance "islamo-démocratique". Dans l'opposition armée d'aujourd'hui, l'essentiel du pouvoir est tenu par le PRI (dont dépendent la totalité des groupes armés), même si la délégation officielle de l'opposition aux négociations est répartie selon les trois groupes. Les Pamiris quant à eux conservent une forte autonomie dans le territoire du Gorno-Badakhshan, grâce en particulier aux forces d'auto-défense tolérées par le pouvoir central.
- 8 2) Les "conservateurs" regroupent deux grandes factions :
  - 9 - les Léninabadis : gens de la province de Léninabad (capitale Khojent), qui constitue le nord du pays. Annexée par Moscou dès 1866, russifiée, développée économiquement, la province de Léninabad a fourni tous les premiers secrétaires du PC tadjik depuis 1946, jusqu'à la démission de Nabiev en septembre 1992. La province est à majorité tadjike, quoique comptant une forte population ouzbèke. Les Léninabadis ont en fait été marginalisés par leurs alliés koulabis après novembre 1992, même s'ils conservent le poste de premier ministre. Ils bénéficient cependant d'une grande autonomie administrative et surtout économique dans leur province.
  - 10 - les Koulabis : habitants de la province de Koulab, à la frontière afghane, persanophones sunnites, donc tadjiks, (l'idée que les Ouzbeks sont majoritaires à Koulab est fautive), les Koulabis ont une tradition guerrière certaine. Peu développée, marginalisée à l'époque soviétique, la province s'est pourtant vue tardivement associée (les années 1970) à l'exercice du pouvoir par l'élite de Léninabad, soucieuse d'élargir sa base. Comme les Gharmis, une partie de la population koulabie a été déplacée dans les années 1950 pour occuper les terres récemment mises en valeur de la frontière afghane et en particulier du sud de la province de Kourghan Tepe. Les Koulabis (et en particulier un noyau issu de la vallée de Baldjwan) ont tous les postes clés aujourd'hui : la présidence et la vice-présidence (Rahmanof et Doustiev), le ministère de l'Intérieur (Salimov), le KGB (rebaptisé KNB, avec Zoukhourof), la procureure générale (Salikhov). Les Koulabis se sont emparés de l'essentiel de l'appareil d'Etat à la faveur de leur victoire de décembre 1992.

- 11 Ces deux ensembles ont été appuyés par des groupes dont l'assise territoriale est plus étroite : les Hissaris (district de Hissar entre la ville de Douchambé et l'Ouzbékistan), qui se sont vus attribués la mairie de Douchambé (Mansourov), et les Ouzbeks ethniques, disséminés au nord et au sud du pays, en particulier dans la province de Kourgan Teppe, qui n'ont plus aucun représentant politique aujourd'hui. Pour mémoire, les Russophones, sans être très actifs, ont aussi soutenu cette coalition. Ces trois groupes ont été progressivement écartés du pouvoir par les Koulabis en 1993.
- 12 Le tableau des affiliations montre bien l'hétérogénéité des composantes de chaque alliance. Il est clair que leur dénominateur commun n'est pas idéologique. Deux questions se posent donc ici. Comment est-on parvenu à une cristallisation aussi tranchée des affiliations en factions régionalistes ? Quelle est la logique du jeu des alliances entre factions, étant donnée l'absence d'affinité idéologique ?
- 13 La cristallisation des groupes ne repose pas sur un critère ethnique, contrairement à ce qu'un discours patriotique des nationalistes tadjiks voudrait faire croire (thèse du complot ouzbek). Les Gharmis comme les Koulabis sont Tadjiks et les Ouzbèkes apparaissent rarement comme acteurs autonomes, mais plutôt comme alliés locaux d'un clan tadjik (les Koulabis au sud jusqu'en 1993 et les Léninabadis au nord). La cristallisation identitaire ne repose pas non plus sur des facteurs historiques : si les Koulabis étaient mentionnés dans l'histoire, c'est par leur révolte contre l'émirat de Boukhara à la fin du XIXème et non par leurs luttes contre les Gharmis. Tous les groupes mentionnés ci-dessus n'étaient guère en contact. En fait les Tadjiks de l'actuel Tadjikistan occupaient piémonts et montagnes et laissaient la plaine soit aux marais soit aux Ouzbeks semi-nomades (en particulier la tribu des Lakay, qui tenait l'actuel province de Kourgan Teppe et qui se batta contre les Bolchéviques, avant d'émigrer massivement en Afghanistan à la fin des années 1920).
- 14 La cristallisation identitaire se fera autour de deux facteurs : d'abord les déplacements de population et leur territorialisation subséquente dans le cadre de la collectivisation, ensuite les luttes de pouvoir pour occuper ce nouvel espace "politique", vide car artificiel, qui est la république soviétique du Tadjikistan, établie ex-nihilo en 1924 et 1929, sur un territoire d'où sont exclues les villes historiques tadjikes de Samarcande et Boukhara ainsi que leurs élites. La réalisation d'un tel projet politique suppose l'"indigénisation" des élites bureaucratiques, laquelle se fera selon la logique d'un factionalisme régionaliste recomposé dans le cadre soviétique.
- 15 Le facteur idéologique (islamisme contre "communisme") n'explique guère la cristallisation identitaire des "Gharmis" et des "Koulabis", car d'une part tout le monde est musulman, sauf sans doute les Ismaéliens et les intellectuels et d'autre part l'affiliation politique n'ont guère à voir avec l'origine socio-religieuse des acteurs : les présidents de kolkhozes gharmis ont rejoint la coalition, tandis que les mollahs koulabis, à quelques exceptions près, ont soutenu les "communistes" (le mollah Sharipov par exemple). Si les Gharmis ont une tradition de piété et de conservatisme social, il serait inexact de faire des Koulabis des "laïcs", encore moins des athées. L'affiliation idéologique joue un rôle postérieur dans la formulation de la revendication politique, le jeu des alliances internationales, l'organisation interne, la propagande et, sans doute, la motivation personnelle, ce qui peut, par la suite, amener à formuler différemment une cristallisation identitaire fondée sur le localisme.

#### LA TERRITORIALISATION DES GROUPES REGIONALISTES DANS LE CADRE SOVIETIQUE

- 16 Le critère de territorialisation comme critère dominant de l'identité est une conséquence du système soviétique. Auparavant les identités étaient plus dynamiques, plus fluides et liées à des espaces ouverts<sup>2</sup>. Or les soviétiques ont entrepris, dès les années 1920, à la fois une collectivisation des terres ainsi que des déplacements de populations aux fins de développer la culture du coton dans les basses plaines marécageuses. Dans tous les cas, les populations se trouvent fixées dans le cadre des kolkhozes, unité par excellence de la territorialisation : attachement à la terre, définition du kolkhoze comme une entité économique, sociale et administrative dotée de frontières. Gharmis, Koulabis et Pamiris sont massivement déplacés dans les années 1950 vers les plaines du sud. Loin de se dissoudre dans une identité supérieure, ces groupes se figent dans des identités cette fois antagoniques fondées largement sur la rivalité pour la terre, exacerbée par une forte croissance démographique. Les kolkhozes sont le plus souvent mono-"ethniques" (kolkhoze pamirien Nasir Kosrov dans le district de Kabadyan, accolé au kolkhoze ouzbek (Pakhtakâr), mais parfois regroupent Gharmis et Koulabis : dans ce cas, il y a toujours un groupe dominant, qui monopolise les postes de pouvoir, et un groupe dominé, tenté de se radicaliser. Ces déplacements de populations et la territorialisation induite par le système soviétique sont une des clés du système identitaire actuel.
- 17 Pourquoi ces identités ont-elles pris un sens politique ? Parce que la prospérité d'un groupe suppose son branchement sur l'appareil d'Etat par l'intermédiaire d'un réseau clientéliste dans le cadre du parti communiste. Or, en Asie centrale, la base de ce réseau est territoriale : il s'agit d'un district ou d'une vallée. Un apparatchik tire son pouvoir d'une base territoriale, de la mise en place d'un système pyramidal à partir d'un district (directeur de kolkhoze, "ispalkom" ou président du soviet local, président du soviet de province, enfin gouvernement). La raréfaction des cadres étrangers à la république (à partir des années 1950) va permettre au système de s'épanouir : en effet, à la fin des années 1930, Moscou accélère une politique d'"indigénisation" des cadres locaux, pour mieux enraciner le système, ce qui réussit, mais au prix d'une "indigénisation" du mode de fonctionnement du système. Les factions régionalistes vont donc rivaliser pour se brancher sur l'appareil d'Etat. Les gens de Léninabad dominant tout le système jusque dans les années 1980. Mais la guerre d'Afghanistan convainc Moscou de diversifier un appareil tadjik qui pourrait se sentir quelques affinités avec les Moudjahidin afghans. Or les Ismaéliens afghans sont fidèles au régime communiste de Kaboul : raison de plus pour confier l'appareil de sécurité du Tadjikistan aux Ismaéliens tadjiks. Lorsque ceux-ci sont menacés de perdre leur position à l'automne 1991, après la proclamation de l'indépendance, ils s'allient à l'opposition islamique (c'est-à-dire gharmie, jamais intégrée au pouvoir communiste) dans une stratégie de pure conservation de leurs positions, sans aucune connotation idéologique.
- 18 Le système soviétique a induit une "recomposition" des groupes d'identités dans le cadre d'une lutte pour le pouvoir, puisque tout accès aux ressources, dans ce système, ne peut se faire que par l'accès au pouvoir politique. On ne voit donc pas, comme dans d'autres pays, des groupes identitaires se spécialiser dans des activités économiques spécifiques, en dehors du champ politique. Pour exister, il faut participer au pouvoir. C'est l'Etat qui permet la survie des kolkhozes en distribuant essence, engrais et semences et en achetant les produits du kolkhoze. Le système soviétique a atteint un de ces buts (rendre l'Etat incontournable), tout en (re)-créant des groupes identitaires soucieux de leur simple pérennité, sans projet politique en tant que tel. Après

l'indépendance, dans un climat d'effondrement de l'Etat, de disparitions des subventions venues du centre, d'accroissement démographique, d'exacerbation de la lutte pour la terre, alors les conditions pour une guerre civile visant à l'expulsion physique du groupe adverse sont en place.

- 19 Les spécificités du Tadjikistan par rapport aux autres républiques d'Asie centrale sont :
- 20 1) la dissociation entre le groupe dominant dans le Parti (Léninabadi) et celui détenant l'appareil de sécurité (Pamiri), avant la guerre civile de 1992.
- 21 2) la forte idéologisation d'un groupe dominé, les Gharmis, par une prédication islamiste relativement récente et liée aux mouvements islamiques dans le monde (à la fois les Frères musulmans arabes et la mouvance "fondamentaliste" du sous-continent indien). On retrouve ici la spécificité "islamique" toujours reconnue aux élites tadjikes par les Ouzbeks (qui n'hésitent pas à recruter des mollahs tadjiks jugés plus savants).
- 22 3) la faiblesse de l'idée nationale chez les Tadjiks, oscillant entre le localisme décrit plus haut et la nostalgie de la grande culture universelle persane, qui n'a jamais offert de modèle politique mais a toujours permis aux Tadjiks de fournir les élites administratives aux gouvernants "turcs" qui les ont toujours dominés et reconnus depuis un millénaire dans le cadre d'Etats multi-ethniques. Or l'apparition du modèle d'Etat-nation à base ethnique, qui fait la force du Turkménistan ou de l'Ouzbékistan, se révèle inadéquat pour les Tadjiks, oscillant sans cesse entre supra-nationalité culturelle et régionalisme rural.
- 23 Aujourd'hui le pouvoir au Tadjikistan est aux mains d'une faction régionaliste, les Koulabis, qui a marginalisé ses alliés d'hier, les Ouzbeks, les Hissaris mais aussi les Léninabadis, comme l'a montré l'élection triomphante et truquée du président Rahmanov en novembre 1994. Il est significatif que les négociations qui se déroulent sous l'égide de l'ONU portent essentiellement sur la représentativité des différentes factions, ou plutôt des quatre grandes (Koulabis, Gharmis, Pamiris, Léninabadis), dans le cadre d'un gouvernement de coalition qui serait en fait une simple répartition des ministères entre factions. La faction actuellement au pouvoir n'a guère l'intention de le partager, parce que le pouvoir est plus que jamais la condition de l'accès aux ressources (cotonnières, aurifères... ou maffieuses).
- 24 La situation est figée tant que les Russes, qui entretiennent un corps expéditionnaire au Tadjikistan, ont décidé de soutenir le pouvoir Koulabi. Mais, de ce fait, une guérilla de plus en plus active s'étend dans les zones gharmis, tandis que l'accaparement du pouvoir par les Koulabis leur aliène des factions de populations jusqu'ici favorables (Ouzbèkes, Hissaris, russophones) et que l'Etat voisin d'Ouzbékistan, protecteur des Léninabadis, voit d'un mauvais oeil les Russes s'ériger en suzerain incontournable de la république du Tadjikistan. Les jeux iraniens et afghans sont très réduits. Ce qu'il reste donc c'est une lutte de factions inter-tadjikes où le grand frère russe et le petit frère ouzbek s'efforcent de choisir les leurs et de mettre sur pied des combinaisons au mieux de leurs intérêts, sans souhaiter l'émergence d'un Tadjikistan stable et indépendant, ce qui n'est pas sans rappeler le sort de l'Afghanistan, même si l'état de leurs sociétés respectives est fort différent, au grand dam de ceux qui voudraient toujours voir, dans l'effondrement des empires, le retour à un mytique et imaginaire "avant".

---

## NOTES

1. *CEMOTI*, n°18, "Le Tadjikistan existe-t-il ?"

2. On consultera sur ces thèmes mes articles suivants : "Ethnies et politique en Asie centrale", *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, janvier 1992, "Violences ethniques et conflits idéologiques en Asie centrale", in *Le phénomène de la violence politique, perspectives comparatistes et paradigme égyptien*, dossiers du CEDEJ, Le Caire, 1994; "Clientélisme et groupes de solidarités : survivances ou recomposition ?", in *Démocraties sans démocrates ?*, sous la direction de Gh. Salamé, Fayard, 1994.